

MDG Rapport 2011 du Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)
Le partenariat mondial pour le développement: l'heure est aux résultats

fiche d'information

Où sont les écarts?

Aide publique au développement (APD)

en dollars des Etats-Unis (2010)

Les engagements de Gleneagles en matière d'APD

148,5 milliards

Engagement (pour 2010)

d'APD annuelle, pour honorer la promesse faite à Gleneagles en 2005 d'une augmentation d'environ 50 milliards (en dollars valeur 2004) par les donateurs du Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD/OCDE).

127,6 milliards

Versé (en 2010)

d'APD totale par les donateurs du CAD/OCDE (République de Corée non comprise).

21,0 milliards

Écart (en 2010)

d'APD supplémentaires étaient nécessaires pour que les engagements de Gleneagles en termes d'APD annuelle soient atteints en 2010.

Recommandation

- **Les gouvernements donateurs doivent éliminer l'écart entre engagement et action concernant les objectifs de Gleneagles, ainsi que pour toutes leurs promesses d'aide.**

en dollars de 2010

Les engagements de Gleneagles concernant l'APD pour l'Afrique

64 milliards

Engagement (pour 2010)

d'APD annuelle, pour honorer la promesse faite à Gleneagles en 2005 d'une augmentation de 25 milliards (en dollars de 2004) par les donateurs du CAD/OCDE.

46 milliards

Versé (en 2010)

d'APD pour l'Afrique par les donateurs du CAD/OCDE.

18 milliards

Écart (en 2010)

supplémentaires d'APD pour l'Afrique étaient nécessaires pour que les engagements de Gleneagles en termes d'APD annuelle pour l'Afrique soient atteints en 2010.

Recommandation

- **Les gouvernements donateurs doivent éliminer l'écart entre engagement et action concernant l'aide à l'Afrique.**

en dollars de 2010 L'APD mondiale en termes de part du revenu national des pays donateurs

282,2 milliards **Engagement**
pour parvenir à l'objectif fixé de longue date de consacrer 0,7% du revenu national brut (RNB) à l'APD, conformément à l'engagement des Etats membres de l'ONU en 1970.

128,7 milliards **Versé (en 2010)**
d'APD totale par les pays donateurs du CAD/OCDE, soit l'équivalent de 0,32% du revenu national combiné des pays développés.

153,4 milliards **Ecart (en 2010)**
soit 0,38% du RNB des pays développés.

Recommandations

- **Renouveler l'engagement de parvenir à l'objectif de 0,7% du RNB consacré à l'APD et le respecter d'ici à 2015.**
- **Fournir un calendrier pluriannuel détaillé des intentions de dépense permettant aux pays bénéficiaires de programmer leurs actions.**
- **Améliorer l'efficacité de l'aide en la faisant mieux cadrer avec les stratégies de développement des pays bénéficiaires.**
- **Rechercher une meilleure cohérence entre l'octroi d'une APD, les efforts d'allègement de la dette et les politiques commerciales vis-à-vis des pays en développement.**

en dollars de 2010 L'APD aux pays les moins avancés (PMA)

58,2 - 77,6 milliards **Engagement (pour 2015)**
d'APD annuelle aux PMA d'ici à 2015, sur la base de l'approbation du Programme d'action d'Istanbul pour les PMA pour la décennie 2011-2020, consistant à octroyer d'ici à 2015 une APD située entre 0,15% et 0,20% du Revenu national brut (RNB) des pays donateurs.

37,6 milliards **Versé (en 2009)**
d'APD totale aux PMA par les pays du CAD/OCDE.

20,6 - 40 milliards **Ecart (en 2009)**
d'APD/an nécessaires au-dessus des niveaux de 2009 pour parvenir à l'objectif d'ici à 2015.

Recommandation

- **Fournir au moins 0,15% du PNB des donateurs en APD aux PMA d'ici à 2015.**

Accès aux marchés

Cycle de Doha

Conclure le cycle de Doha des négociations commerciales

Engagement
La Déclaration du Millénaire de l'ONU (2000) a engagé les signataires à établir un «système commercial multilatéral ouvert, équitable, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire». Le cycle de négociations commerciales de Doha a été lancé en 2001, dans une large mesure afin d'atteindre ce but et les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) visent à le conclure en 2011.

Impasse; possibilité d'une "récolte précoce" en cours de discussion

Ecart

The Doha Round is not concluded and serious gaps in positions remain. WTO members have shifted focus towards an "early harvest" with strong focus on deliverables for LDCs.

Recommandations

- Intensifier les efforts pour conclure un cycle de Doha équilibré, complet, ambitieux et axé sur le développement.
- Supprimer les mesures de restriction des échanges commerciaux prises lors de la crise économique et s'abstenir d'en adopter de nouvelles.
- Accélérer l'élimination de toutes les formes de subvention aux exportations agricoles d'ici à 2013, conformément aux engagements pris.
- Renforcer le soutien par le programme Aide pour le Commerce et harmoniser les initiatives avec les stratégies nationales de développement.

Accès en franchise de droits aux marchés des pays développés pour les exportations des PMA

97 per cent
(des lignes tarifaires)

Engagement

des exportations des PMA doivent bénéficier d'un accès en franchise de droits et sans contingent aux marchés des pays développés, conformément aux recommandations de la Déclaration ministérielle de l'OMC de Hong Kong en 2005.

80 per cent
(en valeur)

Résultat (en 2009)

des importations des pays développés en provenance des PMA, à l'exception des armes et du pétrole, admis en franchise de droits.

Recommandation

- Assurer, d'ici à fin 2011 au plus tard, un accès complet aux marchés, en franchise de droits et sans contingent, pour toutes les exportations des PMA, avec des règles d'origine simples, transparentes et prévisibles.

Viabilité de la dette

Debt problems of all developing countries

Engagement

doivent être traités de manière globale par des mesures nationales et internationales, afin de rendre la dette tolérable sur le long terme.

36 pays
"éligibles" sur 40

Résultat (en 2011)

ont atteint le "point de décision" de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et bénéficient d'un allègement de leur dette, ce qui a réduit celle-ci de plus de 80%.

32 de ces 36 pays

ont atteint leur "point d'aboutissement", bénéficiant d'une remise de dette supplémentaire dans le cadre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM).

4 PPTE
8 PPTE
19 pays,
dont 12 PPTE

Ecart

n'ont pas encore atteint le point de "décision".

n'ont pas encore atteint le point d'"aboutissement".

sont en situation de surendettement ou risquent fort de s'y trouver (sur 67 pays pour lesquels l'information est disponible).

Recommandations

- Achever les initiatives PPTE et IADM.
- Envisager d'étendre l'initiative PPTE à tous les pays à bas revenu en situation de surendettement.
- Garantir que tous les allègements de dette soient octroyés en sus de l'APD.
- Réunir des groupes de travail inter-agences pour faire face aux situations urgentes de surendettement et élaborer un cadre international permettant des arrangements rationnels pour le règlement de la dette souveraine.

Accès aux médicaments essentiels

Engagement

Faire en sorte que des médicaments essentiels soient disponibles à des prix abordables.

Résultats – Disponibilité (en 2009)

Des médicaments essentiels sont disponibles dans seulement 42% des installations du secteur public et dans 64% de celles du secteur privé.

Résultats – Abordabilité (en 2009)

Les prix médians des médicaments essentiels dans les pays en développement étaient, en moyenne, 2,7 et 6,1 fois supérieurs aux prix internationaux de référence, dans les secteurs public et privé respectivement.

Recommandations

- Aider les gouvernements des pays en développement à accroître la disponibilité et l'utilisation de médicaments dans le secteur public et à les mettre à la portée des pauvres, à bas coût ou gratuitement, par l'intermédiaire du système de santé public.
- Augmenter le financement par les donateurs du traitement et de la prévention des maladies non contagieuses.
- Encourager l'innovation dans les usines pharmaceutiques des pays en développement.

Accès aux nouvelles technologies

Engagement

Make available the benefits of new technologies, especially information and communications technologies.

100% -plus
68%

Résultats – Téléphonie (en 2010)

de la population des pays développés abonnés à la téléphonie cellulaire mobile.
de la population des pays en développement abonnés à la téléphonie cellulaire mobile.

32 per cent

Ecart

de la population du monde en développement n'est pas abonnée à la téléphonie cellulaire mobile.

72%
21%

Résultats – Internet (en 2010)

des habitants des pays développés sont utilisateurs d'Internet.
des habitants des pays en développement sont utilisateurs d'Internet.

51 points de
pourcentage

Ecart

less users of Internet in developing world.

Recommandation

- Promouvoir une coopération dans le domaine de la recherche et du développement entre gouvernements, secteurs privés et organisations à but non lucratif pour stimuler le développement et les transferts de technologie vers les pays en développement, y compris dans la téléphonie mobile et les services Internet.

www.un.org/esa/policy/mdggap

Publié par le Département de l'Information des Nations Unies, septembre 2011. DPI/2575 B